

Que penser de la Tribune : «A-t-on encore le droit d'exercer son esprit critique en France?» sur QG ?

écrit par Christine Tasin | 3 septembre 2021



*Pour information, parce que la démarche a le mérite d'exister,
mais aussi pour tirer la sonnette d'alarme parce qu'il peut*

s'agir d'une nouvelle façon de torpiller notre lutte, une tribune parue dans le nouveau média d'Aude Lancelin, QG.

Intéressante mais forcément à prendre avec des pincettes

« Wait and see » disent les Anglais, parce que... il y a là à boire et à manger.

Le directeur de rédaction de QG est Aude Lancelin, ex de Marianne, du Nouvel Obs, du Média (des Insoumis), bref une proche de Mélenchon pour qui elle a voté en 2017. C'est la même Aude Lancelin qui, en 2013, écrivait « l'égérie de Résistance républicaine » pour un article paru dans Boulevard Voltaire (article que la direction du journal qui prétend défendre la liberté d'expression voltairienne a fait disparaître, par peur, par haine de la laïque athée que je suis ? allez savoir). Son article dit beaucoup de ce qu'était la Lancelin en 2013 qui écrivait mes « élucubrations » sur le taux de fécondité en Seine-saint-Denis et ma demande d'une *charte semblable à celle que Napoléon imposa aux juifs en 1807* pour les musulmans...

Bon, a priori, la Lancelin n'est pas des nôtres, elle ne tient pas en place, elle démissionne, on la démissionne... rien ne va jamais, mais on peut toujours espérer que les gens évoluent, changent...

Elle a donc créé ce QG (Quartier Général), web télé et site... dont certains soutiens sont plus que marqués « gauchos » voire « dégénérés », et sont nos ennemis déclarés, comme Assia Traoré, Taha Bouhafs, Leïla Chaïbi, Priscillia Ludovsky et Jérôme Rodriguez qui voulaient faire converger la lutte des « racisés » et celle des gilets jaunes, Emmanuel Todd, Raphaël Liogier... entre autres !

Néanmoins, puisque nous ne sommes pas sectaires, nous, nous

reconnaissons que Aude Lancelin a le mérite d'avoir lancé La Tribune ci-dessous sur la liberté d'expression bafouée dans la dictature sanitaire que nous vivons. Il faut saluer l'initiative... et voir ce que cela va donner. J'ai écrit à la rédaction à l'adresse indiquée pour que mon nom soit ajouté aux signatures, comme professeur agrégé de lettres classiques... On va voir s'il apparaît sous celui de Guy Pagès. Si Lancelin accepte la signature d'un Guy Pagès elle devrait accepter celle de Christine Tasin, non ?

BORDEAU charles, ingénieur retraité du CNRS

Christine Le Corneur, ingénieur

David Kony, ingénieur, docteur en Chimie

Gregory MESLY d'ARLOZ, Ingénieur Arts et Métiers. Chef de Projet prévention et gestion des Risques Naturels

Beatrice Lung cadre de la fonction publique

Dorothée Gatin, Ingénieur et enseignante en mathématiques

Abbé Guy Pagès, prêtre

Voir la liste des signatures ici : <https://qq.media/2021/08/30/tribune-a-t-on-encore-le-droit-d'exercer-son-esprit-critique-en-france/>

Je suis ravie de voir que mon amie Anne Zelensky, féministe historique, Présidente de la Ligue des Droits des femmes, ancien rédacteur à Riposte laïque, y figure parmi d'autres figures amies.

Mais on n'est pas à l'abri, avec cette initiative, d'une manipulation énorme visant à donner la main aux gauchistes sur la lutte contre le Pass Sanitaire, afin de faire échouer tout le travail des sites de ré-information qui n'ont rien de gauchiste et pour récupérer au profit des dégénérés mélenchonistes notre lutte, notre travail, en l'engluant dans des revendications qui n'ont rien pour nous plaire, venues de la CGT, de Sud éducation, du NPA et autres militants de Black lives Matter ou du CCIF devenu CCIE...On les a vus à l'oeuvre avec les Gilets jaunes. Ce sont les mêmes qui ont offert sur

un plateau à Macron notre défaite.

Alors regardons, écoutons, mais soyons sur le qui-vive !

Un petit signal d'alarme se met en place dans ma tête notamment quand je lis « droits humains » et non pas « droits de l'homme », allez savoir pourquoi ☐

Dans une tribune exclusive publiée par QG, plus de 2.000 chercheurs, universitaires, soignants, juristes, artistes et enseignants, dénoncent la censure inédite opérée autant par les médias que par les GAFAS au sujet de tout ce qui contredit le discours officiel sur le Covid. Chasse aux sorcières, règlements de compte, rien n'est épargné aux personnes qui contestent le bien-fondé du pass sanitaire, et réclament simplement plus de transparence concernant le processus vaccinal, ainsi qu'un débat contradictoire sur la stratégie sanitaire nationale

Aucun d'entre nous n'aurait cru possible ce que nous voyons se dérouler sous nos yeux depuis un an et demi. Non pas qu'une nouvelle épidémie vienne mettre à l'épreuve nos systèmes immunitaires individuels et nos structures collectives de santé. Cela, c'était prévisible. Mais que la gestion de cette épidémie vienne mettre en péril des valeurs démocratiques, des libertés et des droits humains acquis de haute lutte depuis la Révolution française, cela, c'était impensable. Et pourtant.

Liberté d'aller et venir, liberté d'expression, liberté de commerce, liberté syndicale, droit au travail, égalité des droits de tous les citoyens, non-discrimination dans l'accès aux biens, lieux et services de la société (dont l'accès aux soins et l'accès à l'éducation), confidentialité des données de santé... la liste est longue, très longue.

Les états d'urgence s'empilent les uns sur les autres. Le Parlement est traité comme une simple chambre d'enregistrement. Le Président de la République gère seul la situation avec un « Conseil de défense sanitaire » dont aucun

compte rendu de réunions n'est consultable. Les médias de toutes tendances ne laissent quasiment aucune place au débat contradictoire et ils répercutent la communication gouvernementale sans distance. Les réseaux sociaux ne sont plus du tout le support de la liberté d'expression qu'ils vantaient à leurs débuts. Google (propriétaire de YouTube) et Facebook ne se contentent plus d'orienter nos pensées à l'aide d'algorithmes. Avec d'autres (Twitter, Linkedin, etc.), ils opèrent désormais une censure massive de tout ce qui contredit le discours officiel sur le Covid.

Dans un tel contexte, certains se croient tout permis. Les influenceurs se déchainent, les attaques *ad hominem* pleuvent, les règlements de compte s'étalent. On voudrait non seulement discréditer à coups d'amalgames infantiles (complotistes ! complices de l'extrême droite !), mais aussi radier, démissionner, évincer, en un mot faire taire. Beaucoup de celles et ceux qui – de par leurs emplois – constituent les élites se taisent, souvent par peur d'être à leur tour ostracisés. Tout ceci rappelle à certains égards l'époque de la chasse aux sorcières sous le Maccarthysme.

Par ce texte, nous (professionnels et bénévoles de la recherche, de la santé, de l'éducation, du droit et de la culture) appelons toutes les femmes et tous les hommes qui ont encore un fort attachement à la démocratie à la défendre de toutes leurs forces. Non, il ne saurait être interdit de discuter les origines du Sars-Cov-2. Ni interdit d'interpréter les statistiques de mortalité autrement que pour dire que nous risquons tous de mourir (discours de la peur). Ni interdit de dire que le refus de soigner précocement les personnes contaminées est un dogme imbécile qui, pour le coup, pourrait donner lieu à des poursuites en justice. Ni interdit de dire que les confinements font plus de mal que de bien aux sociétés. Ni interdit de questionner l'influence des richissimes industries pharmaceutiques sur le monde scientifique et médical, sur les gouvernements, sur les

organismes supranationaux (OMS, UE) et sur les médias. Ni interdit de constater que si la vaccination ARNm protège en partie des formes graves de Covid, en revanche, comme le variant dit Delta le montre partout dans le monde, elle ne garantit ni d'attraper ni de transmettre le virus, ce qui invalide le principe même du « passe sanitaire ». Ni interdit de contester que l'on vaccine par contrainte ou par chantage les enfants et les adolescents pour qui la balance risque/bénéfice est très douteuse. Ni interdit de demander que l'on attende, pour vacciner certaines catégories de personnes à risque (les femmes enceintes par exemple), d'avoir plus de transparence et de données de pharmacovigilance. Ni interdit de manifester tous les samedis si l'on considère qu'il est intolérable de discriminer massivement les citoyens par le biais d'un laisser-passer sanitaire.

Les principes de liberté et d'égalité, de même que les droits humains fondamentaux, ne se discutent pas, ne se compromettent pas. Ils sont les socles de notre société politique et le vrai fondement de la cohésion sociale. La liberté d'expression est l'un de ces droits fondamentaux. Ceux qui tentent d'une façon ou d'une autre d'en empêcher l'exercice agissent contre la démocratie.

Vous souhaitez soutenir cette tribune? Vous êtes chercheur, universitaire, soignant, juriste, artiste ou enseignant? Vous pouvez signer en envoyant un mail ici: tribune.liberte.expression@gmail.com